

Pas un sou pour le SNU !

Le mieux est de l'abandonner !

Montreuil, le 7 novembre 2024

Selon *Le Monde* du 4 novembre 2024, si le gouvernement continue à s'opposer à la suppression du SNU (Service National Universel), dispositif voulu par le Président Macron et destiné à embrigader l'ensemble des jeunes de 15 à 17 ans d'ici à 2026, il serait *« en train de renoncer, de fait, à sa généralisation »*.

Et pour cause : à l'heure du plan d'austérité Barnier de 60 milliards d'euros dont 40 milliards de réduction des dépenses publiques, il n'y a pas de petites économies.

S'il était effectivement étendu aux 850 000 jeunes de la classe d'âge concernée, pour la plupart scolarisés en seconde, le SNU pourrait coûter 3,5 à 5 milliards d'euros. Or, dans un rapport du 13 septembre 2024, la Cour des comptes critiquait sévèrement le dispositif mis en place depuis 2019 *« dont les objectifs demeurent à ce jour incertain », « sans pilotage budgétaire »* et *« dont le coût est sous-estimé »*...

De fait, si la militarisation de la jeunesse enthousiasme le président Macron, ce n'est pas le cas des principaux intéressés : le taux de désistement a augmenté en 2023 avec 28 % contre 19 % en 2022. Devant un tel succès, et à l'heure de la cure d'austérité, rien d'étonnant à ce que le projet présidentiel prenne l'eau.

Les crédits qui lui sont consacrés dans le PLF 2025 diminuent de près de 32 millions d'euros par rapport à 2024. Alors que le gouvernement affichait l'ambition de 80 000 participants à un séjour de cohésion en 2024, la cible n'est plus que de 66 000. Pour l'heure il n'y aurait que 13 300 inscrits volontaires pour 2025, auxquels se joindraient les 22 400 élèves scolarisés dans les *« classes engagées »* en seconde.

De leur côté, les commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du Sénat ont adopté le 31 octobre des amendements pour retirer le SNU du Projet de Loi de Finances (PLF) 2025.

Il n'y a plus guère aujourd'hui que le président Macron pour défendre encore le SNU.

Pour sa part, le Conseil National de la FNEC FP-FO réuni les 15 et 16 octobre à Paris a réaffirmé *« son exigence d'abrogation du SNU et l'abandon des « classes défense » et des « classes engagées »* ».

Pour la FNEC FP-FO, c'est clair : *« la place des jeunes est à l'Ecole, pour accéder à l'instruction et à des qualifications et non dans des lieux d'embrigadement dans la logique de préparation à la guerre »*.

De l'argent pour les postes statutaires nécessaires, pour les classes, pour les heures de cours disciplinaires, mais pas un sou pour le SNU !

La FNEC FP-FO rappelle au demeurant que « les personnels de Jeunesse et Sports et leurs missions ont été sacrifiés pour imposer le SNU. Pour créer le rapport de force nécessaire pour satisfaire les revendications de rétablissement d'un ministère de la Jeunesse et des Sports de plein exercice, d'abandon du SNU, de défense de l'Education populaire » la FNEC FP-FO invite les personnels affectés dans les services départementaux et régionaux Jeunesse et Sports à se réunir avec FO afin de dresser les revendications et de discuter des moyens efficaces pour les faire aboutir.